

Musique

Roga-Roga, un concert
inédit au Stade Alphonse
Massamba-Débat

 (P.11)

Sommet pour un nouveau pacte financier mondial, à Paris (France)

Le Président Denis Sassou-Nguesso a plaidé pour des actions concrètes

Pour éliminer la pauvreté et préserver la planète.  (P.3)

Primature

Vers une nouvelle augmentation du prix du litre de super!



Le Premier ministre chef du gouvernement, Anatole Collinet Mackosso, l'a expliqué.

 (P.4)

Mathias Dzon, président de l'A.r.d (Alliance pour la république et la démocratie)

Un mémorandum pour sortir le Congo de la crise multidimensionnelle



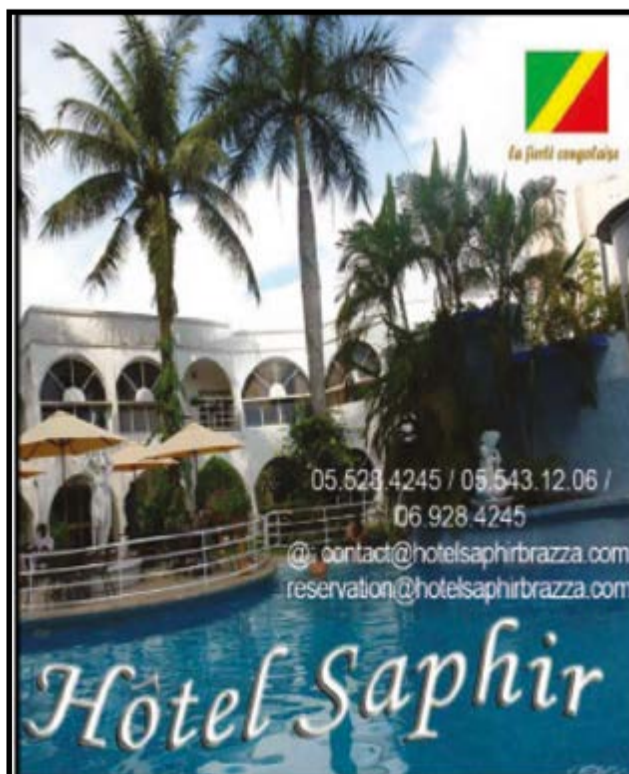
Mathias Dzon, président de l'A.r.d (Ph d'archives)

 (P.2)

Commentaire

L'ère du retour à la gestion axée sur les résultats?

 (P.8)



Mathias Dzon, président de l'A.r.d (Alliance pour la république et la démocratie)

Un mémorandum pour sortir le Congo de la crise multidimensionnelle

Un document de 16 pages signé par Mathias Dzon, président de A.r.d (Alliance pour la république et la démocratie), une plateforme de l'opposition, dresse un bilan négatif de la gestion du pays, caractérisée, selon lui, par plusieurs crises: crise morale; crise économique et financière; crise sociale; crise sécuritaire; crise électorale et crise démocratique. Le Congo peut-il sortir de cet abîme? «Assurément oui, à condition de détruire le ver qui est dans le fruit Congo, c'est-à-dire réformer en profondeur la gouvernance actuelle et favoriser les interactions entre l'Etat, la classe politique, la société civile, la participation de tous, la recherche du consensus et la construction des conditions permissives d'un vrai-ensemble». Bref, pour Mathias Dzon et ses alliés, «la tenue d'un vrai dialogue politique national inclusif est et demeure la seule et unique bonne solution pour sortir le Congo de la crise multidimensionnelle».

Le Congo-Brazzaville traverse une très forte zone de turbulences. Le pays est plombé par une crise gravissime et sans précédent dans son histoire récente. La situation d'ensemble est marquée entre autres par: l'effondrement de l'économie; l'inflation galopante; l'explosion de la morbidité et de la mortalité sur l'ensemble du territoire national; une recrudescence inquiétante des comportements individuels et collectifs déviants; l'enrichissement illicite et scandaleux des tenants du pouvoir; l'extrême pauvreté des populations; l'appropriation clanique des postes de responsabilité au sommet de l'Etat; la cooptation complaisante de la médiocrité aux postes de responsabilité; les velléités de succession dynastique; l'irruption dans le champ politique congolais, du phé-

nomène de courtisanerie; l'explosion des violences urbaines, des violences en milieu scolaire et des violences faites aux femmes. Tous les secteurs de la vie nationale sont en panne», écrit Mathias Dzon dans son mémorandum. «Le pays n'est plus gouverné. Le gouvernement passe le plus clair de son temps, tantôt à festoyer, tantôt à tenir de nombreuses réunions inutiles, tantôt à se réfugier dans le mensonge et l'auto-valorisation, tantôt à simuler, à ruser avec l'opinion nationale et internationale. Bref, à bluffer, pour que la confusion s'installe», poursuit-il. L'analyse de l'A.r.d démontre que «le Congo est en danger de mort». Le pays traverse une crise morale, économique, financière, sociale, démocratique, culturelle, électorale et sécuritaire gravissime. Cette crise a pour

causes profondes, entre autres: «l'absence d'une volonté politique des décideurs de sortir le Congo du gouffre dans lequel l'a plongé l'Etat-P.c.t et de le mettre sur la voie du développement; le manque du sens de l'abnégation et de l'intérêt général chez les tenants du pouvoir; la mal-gouvernance des affaires publiques par l'Etat-P.c.t; le manque du sens des valeurs et le goût immodéré à la fête et à la facilité qui gangrènent toute la société congolaise». Comme de coutume, le leader de l'opposition A.r.d termine son mémorandum en appelant à l'organisation d'un dialogue associant toutes les sensibilités politiques nationales et la société civile. «Cela passe obligatoirement par la tenue d'un véritable dialogue politique national, rassemblant sans exclu-



Mathias Dzon, président de l'A.r.d (Ph d'archives).

sive, les Congolais de toutes les sensibilités politiques et de toutes appartenances idéologiques, religieuses et ethno-régionales. Pour être efficace et porteur, ce dialogue doit déboucher sur l'ouverture d'une période de transition de six à douze mois, la formation d'un gouvernement de transition et la mise en place d'un Conseil national de transition». Cette fois-ci sera-t-il entendu par le pouvoir, parce qu'il est à sa énième demande de dialogue, depuis la fin de l'élection présidentielle de

mars 2021, où il avait obtenu, 1,90%. Mathias Dzon lance un appel «au peuple congolais à assurer et à assumer son rôle historique, en se mobilisant massivement, pour contraindre la classe politique et le Président de la République, à s'asseoir, dans le dessein de rechercher ensemble, des solutions idoines et consensuelles, en vue de sortir le pays du gouffre dans lequel il a été enfoncé par l'Etat-P.c.t».

Chrysostome FOUCK ZONZEKA

Elections sénatoriales

Le corps électoral convoqué pour le dimanche 20 août 2023

Les élections sénatoriales sont fixées au dimanche 20 août 2023. C'est le décret n°2023-677 du 16 juin 2023, signé par le Président de la République, Denis Sassou-Nguesso, qui fixe cette date. Le scrutin sénatorial se tient ainsi une semaine après la clôture de la dernière session de la troisième législature, présidée par Pierre Ngolo. Composé de 72 sénateurs élus pour un mandat de six ans, le Sénat constitue la chambre haute du parlement. Les sénateurs sont élus au suffrage indirect uninominal majoritaire à un tour, par un collège électoral composé des conseillers municipaux et départementaux, à raison de six sénateurs pour chacun des douze départements. En 2023, le collège électoral est composé d'un total de 1.154 électeurs. Les partis politiques voulant présenter des candidats à ces élections sont en pleine préparation. Si l'U.pa.d.s a déjà publié la liste de ses six candidats retenus sur l'ensemble du territoire national, le P.c.t est en plein processus de validation de ses candidats et les candidats à la candidature sont très nombreux.

Sommet pour un nouveau pacte financier mondial, à Paris (France)

Le Président Denis Sassou-Nguesso a plaidé pour des actions concrètes

Le Palais Brongniart, à Paris (France), a abrité, du 22 au 23 juin 2023, le sommet pour un nouveau pacte financier mondial, initié par le Président français, Emmanuel Macron, pour éliminer la pauvreté et préserver la planète. Celui-ci, vise à construire un nouveau contrat entre les pays du Nord et du Sud, pour faire face au changement climatique et à d'autres crises mondiales. Plusieurs dirigeants des pays ainsi que des représentants d'organisations internationales, d'organismes financiers, des organisations de la société civile, etc, ont participé à ce sommet dont le Chef de l'Etat congolais, Denis Sassou-Nguesso, Président de la Commission climat du bassin du Congo.

«engagements déjà pris en matière de solidarité internationale, sur les moyens de mobiliser davantage des ressources concessionnelles publiques et le rôle indispensable que doivent jouer les acteurs privés». Enfin, on n'oublie pas que ce sommet a connu aussi

Le sommet sur le nouveau pacte financier mondial s'est déroulé, après la cérémonie d'ouverture présidée par Emmanuel Macron, à travers six tables-rondes, le jeudi 22 juin, le long de la journée, au Palais Brongniart. Le Président Sassou-Nguesso a co-animé, avec ses homologues égyptien, Abdel Fattah Al-Sissi, sud-africain, Cyril Ramaphosa, et colombien, Gustavo Petro Urrego, et la présidente de la commission de l'Union européenne, Mme Ursula Von Der Leyen, etc, la deuxième table-ronde sur le thème: «Une nouvelle méthode: les partenariats pour une croissance verte». S'exprimant à cette table-ronde, le Chef de l'Etat a déploré le manque d'actions concrètes sur les engagements pris pendant les sommets. «La Cop de Copenhague, en 2009, était la Cop de l'espoir. Il avait été annoncé un soutien de 100 milliards de dollars par an, aux pays en développement pour l'adaptation et l'atténuation. Nous sommes partis de Copenhague jusqu'à Charm El-Cheikh et rien ne s'est passé de significatif. Aujourd'hui, nous sommes à la croisée des chemins et il va falloir aller vers les actions concrètes», a-t-il indiqué. S'agissant du sommet des trois bassins forestiers qui se tiendra, en novembre prochain à Brazzaville, le Chef de l'Etat congolais a déclaré, «le sommet des trois bassins porte en lui, une nouvelle alliance écologique. Nous attendons des pays du Nord, la création d'un marché structuré qui rémunérerait au juste prix les services ainsi rendu à l'humanité par ces bassins». Rappelons que dans son discours d'ouverture, le Président Macron a déclaré «le système financier international est le fruit d'un consensus passé, qui a su monter son efficacité, mais qui n'est plus tout à fait adapté, et qu'il faut réaligner sur nos objectifs». Dans ce contexte, il a proposé quatre



Le Président Emmanuel Macron, pendant le sommet.



Avec le Président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva. Le sommet a été l'occasion de grandes rencontres.

principes: «d'abord, aucun ne doit avoir à choisir entre la réduction de la pauvreté et la protection de la planète. Ensuite, le choix du chemin de chaque pays est singulier et souverain, il n'y a pas un modèle unique». «Après, il faut un choc de financement public, pour investir beaucoup plus, afin de relever les défis de la pauvreté, de la biodiversité et du climat. Enfin, une plus forte mobilisation du secteur privé, qui permettra d'avoir plus de liquidité en faveur des pays vulnérables», a souligné le Chef de l'Etat français. Signalons qu'à l'issue de ce sommet de deux jours, qui a connu une cinquantaine d'événements thématiques à divers lieux de Paris, aucune déclaration conjointe n'a été publiée. Un agenda dénommé «Agenda de Paris pour les peuples et la planète» a été rédigé par la présidence française. Dans ce contexte, un nouveau



Le Président Denis Sassou-Nguesso, pendant sa communication.

sommet est prévu à Paris, avant la Cop30 en 2025 au Brésil, afin de faire le point sur ces engagements, qui malheureusement n'ont pas été rendus publics. Le sommet a tout au moins dégagé la nécessité de concrétiser les

son adversité, exprimée, en marge, par des O.n.g.s qui ont critiqué une «opération de communication» et exigé une taxation des industries les plus polluantes.

Roland KOULOUNGOU

Editorial

Récolter la tempête!

La mutinerie de 24 heures menée par Ivgueni Prigojine, le chef de la milice privée Wagner en Russie, du vendredi au samedi 24 juin dernier est l'événement phare qui, ces derniers temps, a détourné les projecteurs de l'actualité de la guerre en Ukraine, pour les braquer sur la Russie. Depuis que le Président russe, Vladimir Poutine, a lancé son opération militaire spéciale sur son voisin, l'Ukraine, le 24 février 2022, il s'est lui-même retrouvé au cœur de la tempête. Son pouvoir était menacé de renversement. On a parlé de coup d'Etat.

Engagé au mépris du droit international, cette fameuse opération militaire spéciale, qui consistait à vouloir faire rentrer de force l'Ukraine dans le giron des Etats vassalisés de la Russie, constitue aujourd'hui une menace pour la stabilité de la Russie elle-même. En cherchant à «démilitariser et dénazifier» l'Ukraine, par l'occupation de son territoire et le renversement de son régime démocratiquement établi, Vladimir Poutine a en effet semé le vent qui, en retour, atteint son propre pays. Evgueni Prigojine, son mercenaire attiré, a failli porter la guerre en terre russe, révolté qu'il est contre le ministre de la défense, le général Sergueï Choïgou, et le chef d'Etat-major général de l'armée fédérale russe, le général Valeri V. Guerrassimov. Même si le patron de Wagner s'est ravisé, pour ne pas porter la responsabilité de verser le sang des Russes par des Russes, cette bravade armée en terre russe a porté un coup dur à l'image du Kremlin. La guerre civile a été évitée à Moscou grâce à la médiation du Président bélarusse, Alexandre Lukachenko, un protégé de Vladimir Poutine. Mais, le bilan de cette «marche de la justice», comme Prigojine l'appelle, est tout de même saisissant: trois hélicoptères et un avion abattus, en plus d'une dizaine de morts.

Qui sème le vent récolte la tempête, dit l'adage. La guerre d'agression contre l'Ukraine va beaucoup peser sur la situation interne de la Russie. Si Poutine subit, aujourd'hui, un tel contre-coup, c'est que derrière l'Ukraine, il y a les Etats-Unis et leurs alliés européens, regroupés au sein de l'Otan. D'un côté, de sévères sanctions économiques contre la Russie, et de l'autre, une aide militaire massive mais bien mesurée à l'Ukraine, le régime de Poutine aura de plus en plus de mal à tenir. Excepté l'armement nucléaire, en conventionnel, l'armée russe perd de plus en plus de sa superbe, après ce qu'on voit de son aventure en Ukraine.

Le revers de Vladimir Poutine n'est pas militaire. Il est politique et diplomatique. Dans ce monde du 21^{ème} siècle, les relations internationales obéissent de plus en plus au droit et au sens de justice sociale. Agir par la seule force militaire, c'est se condamner soi-même. Il faudrait au Président russe repartir sur le terrain diplomatique international, s'il veut sortir du borbier ukrainien.

L'HORIZON AFRICAÏN

L'HORIZON AFRICAÏN

Direction: 06.662.37.39 / 05.543.82.76/ 06.879.50.69

E-mail: lhorizonafricain@gmail.com

Visitez notre Site Internet, www.lhorizonafricain.com, et téléchargez les journaux PDF



Primature

Vers une nouvelle augmentation du prix du litre de super!

Dans une conférence de presse qu'il a donnée à trois confrères et consoeur de la presse publique et privée nationale et diffusée jeudi 22 juin 2023 par Télé-Congo, le Premier ministre chef du gouvernement, Anatole Collinet Makosso, a longuement expliqué les raisons qui conduisent son gouvernement à augmenter le prix du litre du super, dans ses négociations avec le F.m.i (Fonds monétaire international). Il n'a pas donné le nouveau prix qui sera appliqué, mais selon certaines indiscretions, cette augmentation, qui sera décidée dans les jours qui suivent, pourraient être de 150 francs Cfa. Le prix du litre de super pourrait alors être de 775 F Cfa. C'est la deuxième augmentation de ce prix, après celle de janvier dernier qui avait porté ce prix à 625 F Cfa, soit 5% d'augmentation. Ci-après le propos du Premier ministre à ce sujet.

«J'étais en train de rendre hommage aux Congolais, pour les efforts, pour qu'ils ne méprisent pas leurs propres efforts. Conclure un programme avec le Fonds monétaire international imposait un programme économique et financier avec des mesures structurelles à prendre et qui sont très rigoureuses, que les Congolais devaient supporter.

Si aujourd'hui, nous sommes arrivés jusqu'à la troisième revue, qui venait d'être conclue il n'y a pas longtemps et qui va faire l'objet d'un examen du dossier du Congo au prochain conseil d'administration du F.m.i, c'est simplement parce que les Congolais ont accepté de respecter toutes les mesures, y compris celles portant sur l'augmentation des prix des produits pétroliers.

Nous avons une discussion rude, avec le Fonds monétaire international, qui estime, comme on l'a fait dans tous les pays en programme, qu'il nous faut augmenter les prix des produits pétroliers de 65%. Et pour cause, je crois vous l'avoir dit, lorsque je présentais le programme d'action du gouvernement, en parlant de l'énergie: il faut que les Congolais acceptent de payer le juste prix, s'ils veulent bénéficier de la meilleure qualité des services publics d'électricité. Je l'avais dit devant l'assemblée. On n'avait même pas encore conclu avec le Fonds monétaire international. Ce sont les règles de l'économie.

Paix à son âme, le Premier ministre Clément Mouamba, lorsqu'il présentait, à son tour, le programme d'action de son gouvernement en 2016, il avait dit: «Nous devons nous ajuster nous-mêmes, pour ne pas subir un ajustement de l'extérieur». C'est justement pour nous préparer à nous éloigner, désormais, des modèles économiques et sociaux que nous avons épousés depuis des années, que nous avons hérité de notre passé communiste ou socialiste. J'ai envie de le dire: il faut que nous soyons en mesure d'affronter la réalité des prix. Et c'est pour cette raison que, dans ce programme, le Fonds monétaire international avait établi que, pour que la compagnie d'électricité fonctionne normalement, pour que le carburant soit rendu disponible et que les Congolais aient un meilleur accès à ces produits, il faut



La conférence de presse.

augmenter le prix du carburant de 65%. Ce qui permet de réduire les subventions de l'Etat, parce que, que fait le Congo? En fait, c'est une fuite en avant. Le Congo dit: «Moi je veux que les Congolais achètent le carburant à moindre prix; je veux que les Congolais payent l'électricité à moindre coût, que ça soit moins cher, dans l'intérêt des Congolais». C'est pour cette raison que nous achetons notre carburant au prix que nous connaissons. Mais, puisque les sociétés ne pourront pas fonctionner normalement à ces prix, le Congo dit quoi: «Le manque à gagner, moi je le paye. Je mets 300 milliards (de francs Cfa), pour couvrir le manque à gagner, pour que vous n'augmentiez pas les prix des produits pétroliers». Pas l'électricité.

Le Fonds monétaire international dit: «Mais, ça ce sont des politiques d'hier. Un Etat communiste peut faire ça. Le babouvisme peut se plaire dans une chose pareille. Mais un Etat socio-libéral, dans ce contexte où tout est désormais libéralisé, c'est grave parce que vous ne pouvez pas tenir. Cet argent de 300 milliards, vous pouvez financer d'autres activités. Par exemple: les voiries urbaines, l'éducation des enfants, la santé. Vous parlez d'améliorer le plateau technique, vous avez signé un accord de prêt avec la B.d.e.a.c et l'A.f.d va vous donner peut-être 6 milliards pour améliorer le C.h.u. Mais, il suffit de supprimer les subventions ou de les réduire, en laissant le Congolais supporter sa propre consommation, en carburant et en électricité. Ça vous permettra d'avoir de l'argent, de la ressource nécessaire, pour financer toute ce que vous n'avez pas pu financer entre temps». Vous voyez, je vous parlais des choix et des modèles économiques. C'est très diffi-

cile, même au sein d'un gouvernement d'avoir la convergence de vues sur cette question. Il faut trouver le juste milieu. Et le juste milieu, c'est le Président de la République qui est en train de se battre pour nous le trouver. Il a d'abord dit en janvier 2022: «Moi, augmenter de 65%, je ne suis pas d'accord. Je peux accepter, mais difficilement, une augmentation de 5%». Il est allé jusqu'à Washington, pour obtenir cela. Il a discuté avec la directrice générale du Fonds monétaire international. Manque de peau pour nous, tout autour de nous, tout le monde a augmenté à un taux très élevé. Il y en a qui ont même fait du 100%. Et du coup, on est pris de court. Le Fonds monétaire international dit: «Mais, ce n'est pas possible. Vous n'allez pas dire que vous vous êtes différents des autres peuples! Comment se fait-il que tout autour de vous, les gens ont accepté et qu'il n'y a que vous qui êtes en train de tergiver-

ser, alors que ce sont des règles communautaires de la Cemac même qui vous imposent, indépendamment du Fonds monétaire international. Et, force d'insister, vous pensez que vous subventionnez pour les Congolais, mais vous subventionnez pour les pays voisins, avec tout ce que nous connaissons, le phénomène Kadhafi, avec tout

ce que nous avons connu, les bateaux qui brûlent au beach».

Qu'est-ce qui se passe? Comme c'est moins cher chez nous, c'est subventionné, les voisins viennent ici, prennent le carburant, vont vendre ça chez eux et nous, nous continuons à payer le prix. C'est pourquoi le Fonds monétaire international nous dit: «Vous êtes obligés...». Et là aussi, on est en pleine discussion, on vient d'obtenir du Fonds monétaire international, de nous laisser, à la limite, augmenter d'abord le super, parce que le super profite aux nantis; l'essence profite aux nantis. C'est le Premier ministre, qui a une Mercedes, qui roule à l'essence; c'est quelqu'un qui a un véhicule de luxe qui roule à l'essence. Mais, mon citoyen qui prend le bus de transport, lui c'est quoi, c'est le diesel. Celui qui fait la pêche, c'est le diesel.

Propos retranscrits par Jean-Clotaire DIATOU

PROPOS D'ÉTAPE

Décade exquise!

Des Souverains des contrées lointaines ont bâti, décades après décades, des cités imposantes et superbes, qui font l'admiration des visiteurs. D'autres sont en admiration pour cet art de bâtir la cité en si peu de temps. Et là est toute la différence entre les uns et les autres. Au septentrion de l'équateur, on a connu une décade exquise. En une décade, on a été exceptionnellement prospère; on a été excellent, avec des réalisations remarquables et des avancées significatives. Et on en profite pour faire la leçon aux autres.

Bâtir est une culture. La culture du beau, de l'esthétique. Mais aussi la culture de l'âme; une sorte de résonance avec la nature, pour exalter la magnificence de la création. Bâtir une civilisation, à l'instar de Prométhée, bâtir une cité, bâtir un ordre social qui fasse honneur et plaisir et au constructeur et aux éphémères, c'est l'objet de la gestion politique. C'est cet éloge de bâtir, cette ode au merveilleux qui ont été servis à un Maître des paramètres au septentrion équatorial, par personne interposée. Car, il n'y a pas lieu d'être devin pour comprendre que le zéléateur de là-bas n'a été que la voix de son Maître; une manière pour ce dernier de parler sans parler!

Mais, manquons-nous de l'art de bâtir au midi de l'équateur? Certes non! La densité en neurones par ces lieux-ci est à la hauteur de ce que l'on peut trouver ailleurs. La culture du beau ne nous est pas inconnue; l'âme des bâtisseurs est au cœur de notre civilisation, depuis les anciens royaumes et chefferies. Les travaux des historiens le prouvent à suffisance. Nous avons une dotation en capital naturel suffisamment importante, pour prétendre à la félicité. L'expertise nationale n'a pas à rougir de la concurrence. L'ingénieur, le professeur, l'agronome et l'ouvrier de céans peuvent rivaliser de savoir-faire avec ceux du septentrion de l'équateur. Alors, pourquoi devons-nous subir les sarcasmes déguisés de ceux qui, du reste, nous avons biberonnés?

Parce que notre casting est mauvais, il faut s'en convaincre; ou alors, l'entropie est passée par là; ou par manque de patriotisme. Dans tous les cas, on ne peut rester insensible à une telle leçon sur l'art de bâtir, sur l'art d'utilisation des deniers publics, même si nous pouvons nous consoler de savoir que là-bas aussi, il y a des poches de misère, peut-être plus criardes que par ici. Et on peut lire le propos du Maître des horloges comme l'expression d'une pensée critique à l'endroit de ceux qui l'entourent et qui ont une responsabilité dans la gestion du bâtir.

Ce discours élogieux envers les autres n'est-ce pas une manière de leur dire que bien bâtir la cité confère à l'homme politique une forme de grandeur? Seuls les hommes d'Etat ont le sens de la truelle, au sens propre, comme au sens figuré; les autres, que le maître des horloges nous en préserve!

Prométhée

Diaspora congolaise en France

Lancement officiel du Haut conseil représentatif des Congolais de l'étranger

Le lancement officiel du Haut conseil représentatif des Congolais de l'étranger, avec à sa tête Mme Agnès Onounou, a eu lieu le 17 juin 2023, à Paris, en France, en présence de Céphas Germain Ewangui, secrétaire permanent du Conseil consultatif de la société civile et des organisations non-gouvernementales, du conseiller à la diaspora de l'ambassade du Congo, Stève Ngatsé Elenka, des Congolais vivant en France, des membres des diasporas des pays frères. Fondée en 2019, ce haut conseil a pour mission de représenter et défendre les intérêts de ses membres et assurer leur pleine participation au développement économique, social, environnemental et culturel du Congo.

Dans son allocution, Céphas Germain Ewangui a exhorté «l'équipe dirigeante du Haut conseil représentatif des Congolais de l'étranger à tout mettre pour faire de cet instrument un

outil efficace au compte des organisations de la société civile servant à fédérer tous nos compatriotes vivant, pour des raisons multiples, hors du territoire national, à s'intéresser davantage à leur propre



Mme Agnès Onounou (au 1^{er} plan).

pays le Congo, richesse et patrimoine commun par excellence».

La création de cette plateforme est le fruit d'un travail de longue haleine débuté en 2019. Aujourd'hui, les diasporas de certains pays africains ont, dans cette dynamique, atteint des performances qui donnent matière à réflexion et à l'action. «Selon un des rapports de la Banque mondiale, les transferts de fonds, par exemple, de la diaspora africaine en direction de

(Suite en page 10)

Ministère de l'économie et des finances

Brazzaville dotée d'un centre d'enrôlement et de production des cartes Niu

Le ministre de l'économie et des finances, Jean-Baptiste Ondaye, a inauguré, mardi 20 juin 2023, le Centre d'enrôlement et de production des cartes biométriques Niu (Numéro d'identification unique), situé dans le 5^{ème} arrondissement, Ouenzé, à Brazzaville. La cérémonie d'inauguration de ce centre s'est déroulée en présence de quelques membres du gouvernement, de Jonas Wiesenecker, chargé d'affaires de l'ambassade d'Allemagne, Dieudonné Bantsimba maire de Brazzaville, Marcel Nganongo, administrateur-maire de Ouenzé, des directeurs généraux, centraux dudit ministère.

Dans son mot de bienvenue, l'administrateur-maire, Marcel Nganongo a traduit sa satisfaction et celle des citoyens de son arrondissement de pouvoir abriter le Centre d'enrôlement et de production des cartes biométriques Niu, qui va permettre «la maximisation des recettes dans notre pays».

Pour le coordonnateur du projet, Roger Aymard Andély, le Projet Niu, lancé en août 2020, est l'organe de gestion, de suivi et d'organisation des activités relatives au Niu. A ce titre, il bénéficie de l'autonomie de gestion administrative et financière. «Dans son opérationnalisation, il est assisté par une société allemande, appelée Mulbhauer, fournisseur du système d'enrôlement et d'émission des cartes Niu», a-t-il indiqué. «Le Niu sert de référentiel aux systèmes d'information du Ministère de l'économie et des finances mais aussi des autres administrations», a-t-il fait savoir. Techniquement, «il existe 12 sites d'enrôlement répartis entre Brazzaville et Pointe-



Les membres du gouvernement visitant le centre d'enrôlement et de production de carte Niu.

Noire. Le projet possède deux cellules de production de cartes, une à Brazzaville et une autre à Pointe-Noire. Le projet emploie 150 agents et possède 100 machines d'enrôlement».

Dans son allocution de circonstance, le ministre Jean-Baptiste Ondaye a rappelé l'importance du Niu. «Que ce soit pour identifier avec certitude des franges de la population considérées comme dangereuses ou marginales, délinquants et criminels récidivistes ou en-

core des honnêtes citoyens, ou plus généralement pour suivre les évolutions de la démographie, le signalement revêt une importance cruciale pour toutes les Nations du monde. L'essor de la dactyloscopie, de la photographie, des nouvelles technologies ainsi que la maîtrise des empreintes digitales a ouvert la voie aux techniques permettant d'identifier, avec davantage de certitudes, les populations», a-t-il déclaré. Il a rassuré que «le débat sur la protection des données

personnelles reste entier, entre ceux qui considèrent les formalités d'identification comme un «deshonneur» et ceux qui estiment qu'un homme honnête n'a pas à redouter d'être connu où qu'il ce soit».

Pour lui, les Congolais doivent s'arrimer à cette modernité qui s'appelle «nouvelles technologies pour moderniser les services du Ministère de l'économie et des finances, ceux pourvoyeurs des recettes, à savoir: la douane et les impôts. Ces innovations ont notamment pour noms: le portail e-douane et l'obligation de souscription à la déclaration préalable d'importation vérifiée, la plateforme e-pay Congo, la plateforme e-tax pour la déclaration et le paiement des impôts, ainsi que le numéro d'identification unique».

Jean-Baptiste Ondaye a indiqué que les nouveaux centres de production des cartes biométriques sont d'une capacité de production de 2000 cartes par jour et une capacité d'enrôlement de 1000 personnes par jour. Pendant ce temps, la plateforme de pré-enrôlement en ligne a une fréquentation de 3000 personnes par jour. Ce qui signifie que le nouveau délai du 30 juin 2023 pour l'entrée en vigueur effective du Niu peut être tenu.

Chrysostome FOUCK ZONZEKA

Cour des comptes et de discipline budgétaire

Renforcer la qualité de l'activité de contrôle, pour améliorer les ressources publiques

Conformément au nouveau cadre juridique des finances publiques issu des directives de la Cemac (Communauté économique et monétaire), la Cour des comptes et de discipline budgétaire doit être dotée des instruments indispensables à son fonctionnement, afin de s'arrimer aux standards internationaux en matière de contrôle des finances publiques. Ainsi, avec l'appui du Prisp (Projet des réformes intégrées du secteur public), financé par la Banque mondiale, les cadres de cette institution de contrôle des finances publiques ont suivi, du 12 au 17 juin 2023, au Centre international de conférence de Kintélé, un atelier de renforcement des capacités professionnelles qui leur a permis de valider les guides méthodologiques d'audit des manuels de procédures de la cour et de s'en approprier.



Thomas Bandia, Charles Emile Appesse et Mounianga Boukongou.



Charles Emile Appesse autour des participants.

L'atelier était ouvert par Charles Emile Appesse, premier président de la Cour des comptes et de discipline budgétaire, en présence de Mounianga Boukongou, directeur de cabinet du ministre du contrôle d'Etat, de la qualité du service public et de la lutte contre les antivaleurs dans l'administration publique, Thomas Bandia, coordonnateur du Prisp et Ludovic Ngouala, avocat général à la cour des comptes.

Le but visé par cette formation est de permettre à la cour des comptes et de discipline budgétaire de contribuer à renforcer la qualité de l'activité de contrôle, pour la rendre conforme aux bonnes pratiques. Les participants ont analysé plusieurs documents relatifs aux projets de guides d'audit de conformité, d'audit financier, d'audit direct de performance, d'audit d'attestation de la performance, de contrôle des marchés publics et le projet de manuel juridique et de manuel de procédure de discipline financière.

L'appropriation de l'ensemble de ces documents permettra au personnel de la Cour des comptes de mener à bien leurs missions de contrôle juridictionnel qui comprend le jugement des comptes et la sanction des fautes de gestion, ainsi que les avis portant sur la qualité et la sincérité des comptes de l'Etat.

A l'ouverture des travaux, Thomas Bandia a rappelé que «le Prisp est un outil stratégique d'accompagnement du gouvernement, pour relever les défis de la gouvernance économique et financière qui se posaient, avec acuité, dans le secteur public. C'est dans ce contexte que le Prisp n'a point hésité d'appuyer la Cour des comptes et de discipline budgétaire, dans la réalisation de plusieurs de ses activités».

Ouvrant les travaux, Charles Emile Appesse a souligné que «cette armature de documents démontre, à plus d'un titre, la détermination de la Cour des comptes et de discipline budgétaire, à jouer pleinement et de manière efficace et efficiente, sa partition dans le concert de la bonne gouvernance des deniers de l'Etat. Elle renforce l'arrimage de la cour aux standards internationaux, en matière de contrôle des finances publiques, édictés par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances dont elle est membre».

Martin BALOUATA-MALEKA

janvier 2022 relative au Plan national de développement (P.n.d) 2022-2026. La concrétisation de la détermination du gouvernement à mettre en œuvre la réforme du système de gestion des finances

publiques est rendue aisée par l'accompagnement de la Banque mondiale, qui à travers le Prisp, a permis d'eniger plusieurs avancées».

Martin BALOUATA-MALEKA

Ministère du plan, de la statistique et de l'intégration régionale

Des plans stratégiques pour le basculement du gouvernement au budget programme

Avec l'appui du Prisp (Projet des réformes intégrées du secteur public), financé par la Banque mondiale, le Ministère du plan, de la statistique et de l'intégration régionale a organisé, du 14 au 17 juin 2023, au Centre international de conférence de Kintélé, au Nord de Brazzaville, un atelier pour l'élaboration des plans stratégiques des plans d'action des départements ministériels, conformément à l'approche de la budgétisation par programmes, dès la loi de finances 2024. Des cadres venus de 33 départements ministériels ont pris part à cet atelier destiné à valider le document portant sur le nouveau cadre général des politiques publiques.

Ouvert par Mme Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas, ministre du plan, de la statistique et de l'intégration régionale, en présence de Thomas Bandia, coordonnateur du Prisp et clôturés par J. G. Tchicaya Gondhet De Trebaud, conseiller au plan et au développement de la ministre en charge du plan, l'atelier a permis l'élaboration du nouveau cadre général des politiques publiques, issu des directives de la Cemac, et de son opé-

rationnalisation. C'est l'occasion donnée aux acteurs de la chaîne d'investissement public de s'approprier les objectifs de ce cadre.

L'analyse du nouveau cadre général a abouti à des suggestions pour l'amélioration et la consolidation du document. Ainsi, les participants ont formulé au total trois recommandations: la prise en compte par les experts de la mission d'assistance technique des observations formulées dans les groupes de travail pour la



Les participants à la fin de l'atelier.

consolidation du document ; la transmission du document consolidé par les experts aux participants et l'organisation d'un atelier de validation dudit document.

Ouvrant les travaux, Mme Ebouka-Babackas a insisté que le nouveau cadre général devra préciser les at-

tentes des autorités gouvernementales et les modalités d'encadrement de l'exercice de planification stratégique. «Bâtir une économie forte, diversifiée et résiliente est la voie choisie par le gouvernement pour une croissance inclusive et au développement irréversible et balisée par une stratégie globale adoptée à travers la loi n°3-2022 du 14

C.r.c (Croix-Rouge congolaise)

Les populations locales assistées sur les risques de catastrophes

nitare, dans la réponse nationale aux risques de catastrophes et aux inondations qui affectent les populations. Le projet cible donc les populations du corridor fluvial dans

La fréquence des risques de catastrophes dans les Départements de la Cuvette (Mossaka et Loukoléla) et Brazzaville (Madibou, Djiri et Mfilou), est devenue de plus en plus menaçante pour les populations. C'est ainsi que la C.r.f (Croix-Rouge française) a initié une action et obtenu un financement de 1,6 millions d'euros, pour mettre en œuvre un projet de «renforcement de la résilience des populations et des institutions locales, face aux risques de catastrophes d'une durée de 21 mois à compter du 1er juillet 2021».

L'évaluation du Projet de renforcement de la résilience des populations et des institutions locales s'était déroulée dans la salle de conférence de la C.r.c (Croix-Rouge congolaise), au début du mois de juin, à Brazzaville, sous la direction du deuxième vice-président de la C.r.c, Gabriel Goma-Mahinga, en présence de Charles Nderu, représentant de la C.r.f (Croix-Rouge française), de Mme Mirabelle Enaka, déléguée de la Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, et des représentants des populations bénéficiaires. Dans son mot de bienvenue, le secrétaire général



Les responsables de la Croix-rouge congolaise pendant l'atelier sur les catastrophes.

de la C.r.c, M. Ngamboulou, a déclaré que «ce temps va nous permettre de partager, avec les volontaires, ce qu'ils ont fait sur le terrain». Puis, il a remercié les cadres de la C.r.f qui ont piloté le projet. De son côté, le représen-

tant de la C.r.f (Croix-Rouge française), Charles Nderu, s'est préoccupé de la réalisation de ce projet sur le terrain, en se demandant s'il a bien répondu aux attentes des populations. «C'est notre projet, avons-nous répon-



Les représentants des communautés et les cadres de la Croix-rouge française.

du aux besoins de la population?», s'était-il interrogé, avant d'indiquer que «c'est l'occasion de faire un bilan parce que les humanitaires ont été au chevet de plusieurs personnes en détresse, chacun dans son environnement». Au nom du président national de la C.r.c, Christian Sédar Ndinga, le deuxième vice-président, Gabriel Goma-Mahinga, a demandé à

tous de participer à cette réunion d'évaluation. La suite de ce projet sera financée par la Fédération internationale. D'où la présence de Mme Mirabelle Enaka, venue de Kinshasa, en RD Congo. Il faut indiquer que ce projet vise à renforcer les capacités de coordination du Ministère des affaires sociales, de la solidarité et de l'action huma-

le Département de la Cuvette, qui subissent les conséquences de crues régulières du Fleuve Congo et des quartiers périphériques de la ville de Brazzaville, sujets aux aléas climatiques saisonniers, inondations et glissements de terrain, du fait des inondations et des pluies violentes.

Narcisse MAVOUNGOU

CANAL+

FESTIVAL DE CADEAUX! *

LE DECODEUR HD 1 000 FCFA TTC*
5 000 FCFA TTC
A PARTIR D'EVASION

POUR TOUT REABONNEMENT
15 JOURS OFFERTS**
A TOUT CANAL+

*** A GAGNER**

9 MOIS EVASION+

92 92

CANAL+ CONGO

* Tarif TTC en vigueur le 27 mai 2021. Se référer aux tarifs des services disponibles pour tout renseignement à partir de la formule FV4525N de la gamme TV-RESEAU HD CANAL+. Pour toute information, contactez votre distributeur agréé.

** Offre valable jusqu'au 30/06/2023 pour tout réabonnement à la dernière formule active. Bénéficiaire de la formule TOUT CANAL+. Offre pendant 15 jours. Pour conditions de toute offre, consultez votre Distributeur Agréé.

CANAL+

FESTIVAL DE CADEAUX! *

LE DECODEUR HD 1 000 FCFA TTC*
5 000 FCFA TTC
A PARTIR D'EVASION

POUR TOUT REABONNEMENT
15 JOURS OFFERTS**
A TOUT CANAL+

*** A GAGNER**

9 MOIS EVASION+

92 92

CANAL+ CONGO

* Tarif TTC en vigueur le 27 mai 2021. Se référer aux tarifs des services disponibles pour tout renseignement à partir de la formule FV4525N de la gamme TV-RESEAU HD CANAL+. Pour toute information, contactez votre distributeur agréé.

** Offre valable jusqu'au 30/06/2023 pour tout réabonnement à la dernière formule active. Bénéficiaire de la formule TOUT CANAL+. Offre pendant 15 jours. Pour conditions de toute offre, consultez votre Distributeur Agréé.

Délégation de l'Union européenne

Journées d'information sur la mobilité des enseignants et étudiants en Europe

Dans le cadre de la célébration du mois de l'Europe et des 60 ans de coopération avec la République du Congo, la délégation de l'Union européenne au Congo-Brazzaville a organisé, du 22 au 23 juin 2023, en collaboration avec l'Université Marien Ngouabi, des journées d'information sur la mobilité en Europe, suivant le Programme Erasmus+. La cérémonie d'ouverture s'est déroulée sous le patronage de Mme Delphine Edith Emmanuel, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, en présence de Ghislain Thierry Maguessa Ebomé, ministre de l'enseignement technique et professionnel, du professeur Gotrand Ondzotto, président de l'Université Marien Ngouabi, des diplomates de l'équipe Europe, des enseignants dont ceux des établissements privés d'enseignement supérieur de Pointe-Noire, et des étudiants.

Après le mot de bienvenue du professeur Gotrand Ondzotto, qui a reconnu l'importance des journées d'information sur la mobilité en Europe, l'ambassadeur de l'Union européenne, Giacomo Durazzo, a, dans son mot de circonstance, rappelé que «ces journées d'information dédiées à la présentation des opportunités de mobilité en Europe, avec un accent sur le Programme Erasmus+, constituent «un événement qui nous tenait à cœur de concrétiser, en raison de son importance dans le partenariat de l'Union européenne avec le Congo, et particulièrement en cette année où nous célébrons les 60 ans de présence des institutions de l'Union européenne dans ce pays». «L'amélioration de notre communication sur la mobilité est donc un premier défi à relever, afin de mieux faire



Le présidium au lancement des journées d'informations du programme Erasmus +

connaître toutes ces opportunités, les rendre accessibles, en expliquer les procédures et créer des synergies entre universités européennes et universités congolaises», a-t-il poursuivi. «L'autre défi est d'identifier les bons interlocuteurs en capacité de présenter les offres disponibles et répondre aux questions que vous vous posez légitimement. Mais il est surtout important, pour nous, notamment dans le cadre du Programme Erasmus+, d'identifier, au niveau du Ministère de tutelle, une personne ressource pour assumer ce rôle», a-t-il précisé. «Le troisième défi, c'est l'impulsion politique sans laquelle toutes les initiatives que nous pourrions prendre resteront

sans effet. Je suis donc particulièrement heureux de vous voir ouvrir, (Madame le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique), ces travaux à nos côtés et vous remercie pour votre implication et votre engagement dans l'organisation de cet événement», a-t-il dit. «Vieux de 36 ans et grâce à son existence, le Programme Erasmus+ a permis à des milliers d'étudiants européens d'enrichir leurs études nationales par des périodes d'apprentissage dans des universités d'autres pays européens, en acquérant de l'expertise et des connaissances supplémentaires. Erasmus+ couvre les 27 Etats membre de l'Union ainsi que les 6 pays associés. Il



L'auditoire composé des enseignants et des étudiants.

est également accessible au reste du monde, grâce à ses activités internationales», a-t-il affirmé. Pour sa part, la ministre Emmanuel Adouki a reconnu «l'importance de ces journées» qui «démontrent la qualité de l'aéropage ici réuni, pour apporter son adhésion dans ce programme combien important dans le cursus de nos étudiants. Le Programme Erasmus+ est un outil essentiel qui vise à faire participer plus de 100 mille étudiants africains à l'horizon 2028, à travers l'accroissement du nombre des étudiants dans l'espace européen». «Ce programme se décline en trois axes: la mobilité à des fins d'éducation de tous, la coopération entre les établisse-

ments publics et privés de l'enseignement supérieur professionnel et de la jeunesse, le soutien à l'élaboration des politiques et à la coopération dans le secteur de l'éducation», a-t-elle fait savoir. Pendant ces journées, les participants ont suivi, par visioconférence, l'introduction générale du Programme Erasmus+, présentée par Mme Claire Herman, chargée des missions pour l'Afrique centrale à la Délégation de l'Union européenne. Les étudiants ont posé toutes questions, afin d'être au parfum de ce programme. Les ambassades de l'équipe Europe ont également présenté ce que qui se fait dans leurs pays respectifs dans la coopération internationale au niveau de l'enseignement supérieur et de la recherche. Des informations sur l'immigration au sein de l'Union européenne ont été mises à la disposition des enseignants et des étudiants. Pour faciliter les contacts des enseignants et des étudiants avec le programme Erasmus+, M. Christian Kayath de l'université Marien Ngouabi, avait été nommé point focal Erasmus et sera désormais l'interlocuteur du programme en milieu universitaire.

Chrysostome
FOUCK ZONAZEKA

F.i.s (Forum international du secrétariat)

Le coffret d'or africain du secrétariat remporté par la délégation camerounaise

La deuxième édition du F.i.s (Forum international du secrétariat), du 20 au 24 Juin 2023, au Palais des Congrès de Brazzaville, a vécu. Co-organisée par l'A.p.a.s.c (Association professionnelle des assistantes et secrétaires du Congo) que dirige Mme Virginie Batchy et la Faprosad (Fédération africaine des professionnels du secrétariat et assistante de direction) de Mme Françoise Nzengué, elle s'est tenue sous le thème: «Secrétaires et assistantes: réalités, opportunités et challenges professionnels». Les cérémonies d'ouverture et de clôture se sont déroulées sous la direction de la présidente de la Faprosad, Mme Françoise Nzengué, qui était assisté de la doyenne des secrétaires d'Afrique la Députée Hadja Fatou Hottia Seck. La délégation camerounaise a remporté le coffret d'or africain du secrétariat, la plus grande récompense pour les secrétaires.

Les délégations venues des onze pays d'Afrique ont focalisé leur intérêt sur le thème principal soutenu par la conférence inaugurale de Mme Monique Jany, experte métier et présidente de la Fédération française des métiers de l'assistante et du secrétariat. La deuxième édition du F.i.s (Forum international du secrétariat) avait pour parrain, l'ancien ministre Pierre Michel Nguimbi, directeur de l'éveil économique au C.n.s (Conseil national de sé-

curité) et président du Géria, un think tank qui travaille sur les questions économiques de prospectives. Dans son mot de bienvenue, Mme Virginie Batchy a indiqué que le Congo était très heureux d'accueillir toutes les délégations pour que les questions du métier de secrétaire soient discutées et que les patrons comprennent qu'ils ne peuvent rien faire sans les acteurs et actrices de ce métier. La députée guinéenne Hadja Fatou Hottia



L'assistance attentive au discours de clôture de la présidente de la Faprosad.

Seck pense que le secrétariat est un vieux métier qui s'est développé au jour le jour. «C'est à nous de nous appliquer pour permettre à ce qu'il soit un métier respectueux et respectable. Je n'ai pratiqué que ce métier. Aujourd'hui, si je siége au parlement de mon pays, c'est grâce à ce métier. Je vous encourage à faire

mieux», a-t-elle témoigné. Dans son discours d'ouverture, Mme Françoise Nzengué a déclaré que «les chantiers dans notre métier sont nombreux». «Vous avez tenu le pari de la mobilisation malgré les difficultés dans vos pays respectifs. Un état des lieux doit être fait pour l'avenir de notre profession», a-t-il pour-

suivi. «Le temps des plaintes est passé, c'est maintenant le temps des actions. Faisons notre part et les décideurs feront la leur, selon les spécificités de chaque pays membre de notre fédération», a-t-elle fait savoir. Pendant les travaux, les participants ont suivi des sous-thèmes tels que: «l'importance de la gestion électronique des données», présenté par M. Alain Ndalla; «savoir maîtriser son intelligence émotionnelle pour de meilleures performances», animé par Serge Bouiti Viaudo; «créer et maintenir le dialogue avec son manager pour rester partie prenante de la transformation de son environnement», par Alban Besse, «comprendre les changements climatiques pour les adapter dans le cadre de la fonction», par M. Georgelia Tsimba Balou, etc. Toutes ces communications

ont placé la secrétaire au centre, de la transformation digitale aux tâches administratives et épinglé le développement de la culture client qui achète de plus en plus sur internet. Ce qui exige de sa part une attention particulière. A la fin de leurs travaux, les participants ont adressé une motion de remerciement au Président de la République, Denis Sassou-Nguesso et au gouvernement Makosso, pour avoir permis l'organisation de la deuxième édition à Brazzaville. Par ailleurs, une motion a été prise pour le parrain, Pierre Michel Nguimbi, pour son implication dans l'organisation exhorté les responsables de A.p.a.s.c a avancé. Ils n'ont pas oublié les patrons qui les ont accompagnés jusqu'à la réussite de la rencontre. Les partenaires ont été aussi remercié. Dans son discours de clôture, Françoise Nzengué a exhorté les participants à plus d'attachement aux innovations technologiques afin de cerner les enjeux qui s'imposent à la profession. La troisième édition se tiendra à Lomé au Togo.

Chrysostome
FOUCK ZONAZEKA

Les clans ou mvila chez le peuple koongo, en territoire du Congo-Brazzaville

Tout le peuple koongo provient de l'ancien grand Royaume du Kongo (Kongo dia Ntotila), un grand empire de l'Afrique du Sud-Ouest, d'une étendue de plus de 300 mille kilomètres-carrés, situé au 14ème siècle, dans les territoires du Nord de l'Angola actuel où se trouvait la capitale, Mbanza-Kongo, (Mbanza signifiant chef-lieu, grand village ou capitale) et que les Portugais appelèrent San Salvador (Saint Sauveur).

Les Koongo, qui sont monothéistes, croyant en un Être suprême, Nzambi-a-Mpungu (Dieu tout-Puissant), sont issus de trois clans (mvila), qui constituent la parenté essentielle et fondamentale. Selon la tradition, il existe trois clans de base, appelés clans originels: les clans Nsaku, Nzinga et Mpanzu. Ces clans seraient, eux issus, des trois filles du premier monarque koongo, Nimi Lukemi, qu'il eut avec ma Mpolo. Il s'agit de Ma Lengui, Ma Mpemba et Ma Nkengui. Ces dernières sont les «ngudi za makanda», c'est-à-dire les mères des clans, les aïeules. Voici les caractéristiques de ces trois clans ou mvila fondamentaux:

1- Le clan Nsaku

Il se chargeait du domaine spirituel et de la justice. C'est de son sein qu'était toujours issu, le Mwené Nsaku Ne Vunda, la deuxième personnalité de l'empire, juste après le Mwene Koongo. L'ascendance de ce clan sur les autres était telle que, dans les terres qui leur appartenaient, ils en nommaient eux-mêmes les dirigeants, contrairement aux autres régions où il revenait au Mwené Koongo de nommer le chef. Les Nsaku présidaient à toutes les activités religieuses. Sur le plan politique, ils étaient ou se plaçaient au premier rang, aux côtés du Mwene Koongo. Ils dirigeaient, par ailleurs, les obscures du défunt souverain dont ils organisaient l'élection de son successeur.

2- Le clan Mpanzu

C'était celui des artisans et des techniciens qui maîtrisaient notamment l'art de la métallurgie. Ils avaient aussi la responsabilité de conduire les hommes pendant les guerres. C'est sans doute à cause de ce fait que les Mpanzu ont souvent revendiqué la royauté. En effet, l'art de la forge était considéré comme un attribut royal et sacré, lequel art était au centre de l'activité économique, politique et sociale. C'est aussi grâce audit art que les paysans avaient des outils araires pour travailler et que les soldats ou les guerriers avaient suffisamment d'armes pour se battre. Cet art était aussi un outil de prépondérance politique et sociale, le fer étant la principale matière nécessaire à la confection des armes. Enfin, les Mpanzu étaient considérés comme les dépositaires de la connaissance.



Une fresque représentant le Royaume Koongo.

3- Le clan Nzinga

Le clan Nzinga était celui d'où étaient issus généralement les souverains. Les Nzinga occupaient la plupart des postes administratifs et gouvernementaux du royaume. A ce propos, il est important de signaler que dans le temps, chez les Koongo, aucun poste administratif n'était héréditaire. Le futur Mwene Koongo accédait au trône par élection démocratique (même quand le Mwené Koongo régnant proposait son candidat, le plus souvent un neveu ou un fils). Néanmoins, les candidats au trône devaient être membres d'une famille dynastique. Quant aux titulaires des autres postes, ils étaient, eux, nommés par le Mwene Koongo, après et conformément à l'avis des douze sages-conseillers, sauf pour les postes dévolus aux Nsaku qui nommaient eux-mêmes leurs candidats. En tout cas, les Nzinga avaient la réputation d'être de bons et sérieux cadres administratifs et gouvernementaux.

Les nouveaux clans en territoire du Département du Pool

Ces trois clans principaux dits «clans originels» ont engendré de nouveaux clans. En effet, à partir du 17^{ème} siècle, époque marquée par le début de la colonisation portugaise au Royaume du Kongo, le peuple koongo est en crise. Plusieurs individus se déplacent en direction des territoires qui se trouvent dans notre pays, le Congo-Brazzaville, en République Démocratique du Congo, au Cabinda et du Sud du Gabon. Cet éloignement progressif du noyau de la civilisation koongo crée, cela va sans dire, un affaiblissement et un changement des valeurs koongo. Qui plus est, le peuple koongo doit, au fur et à mesure de ses déplacements, conclure des alliances matrimoniales ou politiques avec les peuples des localités

où il s'installe et qu'il traverse. C'est ainsi qu'en territoire du Sud du Congo-Brazzaville, il a signé, pacifiquement, avec le peuple téké, son hôte, beaucoup d'alliances qui lui ont permis de s'installer sur les territoires qui constituent aujourd'hui les Départements de la Bouenza, de la Lékoumou, du Niari et du Pool. Dans ce dernier département, les Tékés et les Koongo vivent et cohabitent dans les territoires devenus aujourd'hui les Districts de Boko, de Kinkala, de Mindouli, de Mayama, de Vinza et de Kindamba (ces trois derniers districts étant appelés les pays de Mpangala) et les environs de Brazzaville, notamment les territoires qui sont devenus les arrondissements de Mfilou, Ndjiri, Ouenzé et Talangaï (précisément en territoire riverain de la rivière Tsiémé). Les populations de ces territoires sont communément appelées Tékés de Brazzaville ou de Ngamaba. Les Koongos ont beaucoup emprunté à la sagesse téké dans l'art de palabrer. Les formules en téké sont reprises comme telles par les Koongo qui, jusqu'à ce jour, les utilisent dans la conduite des affaires. D'autre part, beaucoup de villages dans le Département du Pool ont gardé leurs noms tékés: Kimpanzu, Kimpila, Ngamibaku, Mfilou, Mbamou, Kinkala, Ngamanzoko, etc. Tout comme les cours d'eau: Djoué, Madzia, Ngamiké, Ngantoni, Ngamisaku, Ngabumi, Kélé-kélé, Ndonzari, Ngama Mpakassa, Ngambanzoko, etc.

Ainsi, les familles grandissant et fusionnant devenaient progressivement, à leur tour, des clans, tout en gardant heureusement les liens avec leurs clans originels, Nsaku, Mpanzu et Nzinga. Les Koongo établis dans le Département du Pool descendent de l'un des douze clans ou mvilas primordiaux. Ces clans se caractérisent par un nom particulier commençant par le préfixe Ki: Kikagunga, Kikuimba, Kimbembé, Kimpanzu,



Par Dieudonné Antoine-Ganga

Kindamba, Kingandu, Kinimbi, Kinsembo, Kinsenguélé, Kinsundi, Kivimba et Kiyinda.

Il sied de signaler que ces douze clans, dont la dénomination peut changer selon l'espace géographique du peuplement koongo, ont un lien ombilical avec l'un des trois clans originels Nsaku, Mpanzu et Nzinga dont ils sont les rameaux.

D'autre part, tout sujet koongo digne de ce nom doit posséder quatre clans ou mvila: le mvila de la mère, le principal, celui du père et les deux autres respectivement des grands-pères paternels et maternels. Tout sujet koongo qui n'a pas ces quatre clans est descendant d'un parent étranger ou d'un descendant d'esclave, appelé communément «*mntu nsuumba*». Tous ceux qui descendent du même clan maternel se considèrent comme des frères et sœurs, respectent l'exogamie et se doivent aides et assistances mutuelles, en cas de danger et de besoin. Le clan est immortel. Un village koongo peut être rayé de la carte, mais un clan ne saurait s'éteindre. Le clan reste la pièce essentielle du système social koongo. A ce propos, Van Wing dit: «*La collectivité de tous les descendants par filiation utérine, d'une aïeule commune, portent le nom de cette collectivité. Il comprend tous les individus des deux sexes, les défunts et les vivants. Chaque clan a une devise que tout koongo rappelle lors des circonstances solennelles, ou utilise pour calmer et bercer l'enfant qui pleure. Certains clans ont un animal-totem, comme le léopard ou le caïman, et des interdits alimentaires*». Les douze clans ont les mêmes lois transmises de génération en génération depuis Kongo dia Ntotila, le Royaume du Kongo. Elles leur sont applicables où qu'ils soient. Les aïeules les leur ont inculquées très rigoureusement en leur enjoignant de n'y point déroger.

Dieudonné ANTOINE-GANGA

(Prochain article: les règles principales de la loi fondamentale du peuple koongo)

Ministère de l'économie forestière

Signature d'un bail emphytéotique avec la société indienne Sequoia plantation

Le Ministère de l'économie forestière a signé, jeudi 11 mai 2023, à Brazzaville, un bail emphytéotique avec Sequoia plantation, une société d'origine indienne, pour la gestion d'un périmètre de reboisement de 35.961 hectares, près de Pointe-Noire et dans le Département du Kouilou. Le bail a été signé par Mme Rosalie Matondo, ministre de l'économie forestière, et M. Shailesh Kumar Barot, directeur général de la société Sequoia plantation, en présence de deux membres du gouvernement, Ludovic Ngatsé, ministre du budget, des comptes publics et du portefeuille public, et Mme Lydie Pongault, ministre de l'industrie culturelle, touristique, artistique et des loisirs, et de Claude Ambime, coordonnateur du projet Sequoia plantation.



La tribune pendant la signature de l'accord.



Les ministres et le directeur général Sequoia plantation, après la signature de l'accord.

Le contrat de bail emphytéotique, d'une durée de 30 ans, vise à reconquérir le massif forestier artificiel, qui a été implanté sur 40 mille hectares dans les limites actuelles des Départements du Kouilou et de Pointe-Noire. Ces plantations forestières ont connu un cycle infernal de coupes illicites et d'occupations anarchiques. Les surfaces restantes de ce domaine privé de l'Etat étaient sous la gestion successive de plusieurs sociétés. Mais, les engagements pris pour sécuriser ce massif forestier, reconquérir les zones loties anarchiquement et replanter les zones déboisées par les clandestins n'ont pas été suivis d'effets.

Ainsi, ce massif forestier a beaucoup perdu de sa superficie, suite à l'intensification des lotissements anarchiques et des coupes illicites d'arbres. Au regard de ce tableau sombre, le gouvernement a décidé de confier sa gestion à la société Sequoia plantation. Le périmètre de reboisement est réparti sur quatre stations forestières: la station de Luvuiti (11.876 hectares); la station forestière de Hinda (9.892 hectares); la station forestière de Diosso (7.894 hectares) et la station de Kissoko (6.297 hectares).

Le préambule du contrat rappelle la vision du pays en matière de gestion des écosystèmes forestiers, en mettant l'accent sur le Pronar (Programme national d'afforestation et de reboisement) qui soutient la politique nationale de gestion durable des forêts et le développement d'une économie verte.

A travers ce bail, la société Sequoia plantation va payer à l'Etat un loyer annuel que va prévoir la loi des finances. Par sa responsabilité sociale, elle mettra en œuvre des projets prenant en compte les populations locales, à travers des solutions basées sur la nature, pour contrer les effets du dérèglement climatique et le paiement d'une redevance forfaitaire annuelle destinée au Fonds de développement local (F.d.l) fixée à 250 francs Cfa par hectare, soit 8.990.305 francs Cfa par an.

La ministre Matondo a promis que le gouvernement, par le biais de ses services spécialisés, ne ménagera aucun effort pour apporter le soutien et les facilitations nécessaires à la bonne conduite et au succès de ce projet. La société Sequoia plantation, opérant dans les domaines des plantations forestières et de l'industrie du bois, et forte de sa capacité financière et des objectifs qu'elle poursuit, a manifesté son intérêt à contribuer à la mise en valeur de ces plantations forestières et à leur extension, exprimant ainsi son engagement à accompagner le gouvernement dans la bataille de reconquérir et de reconstituer ce précieux patrimoine, a ajouté la ministre de l'économie forestière.

Martin BALOUATA-MALEKA

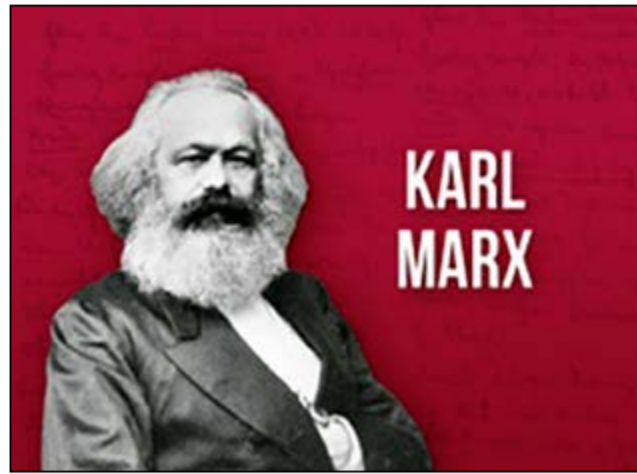
Le monde selon Karl Marx ou les observations nécessaires à définir la genèse du mal congolais

Dans l'audace des révolutionnaires congolais, lorsque l'initiative fut prise le 11 septembre 1963 d'ouvrir la deuxième République au socialisme scientifique ou communisme, tout indiquait que nous devions à nouveau nous saisir de la question de notre avenir. Le rôle principal était dévolu à un ancien militant de l'U.d.d.ia de diriger le gouvernement: Alphonse Massamba-Débat. Les syndicalistes, quant à eux, les initiateurs du mouvement social, refusent de participer au gouvernement. Ce qui paraissait être une «révolution innovante» par la diversité des origines et des sensibilités des révolutionnaires s'est transformée en idéologie mal assimilée. Que s'est-il passé? Nous en sommes les témoins. Mais, de quoi sommes-nous les témoins?

Les révolutionnaires disaient tous que la société allait changer à une allure vertigineuse et qu'il fallait, ajoutaient-ils, sous peine de ruine ou de mort, nous adapter au changement brusque de régime. Les jeunes de tous âges appartiennent, désormais, au mouvement révolutionnaire, à l'exception des jeunes catholiques, évangéliques et matsouanistes. Le marxisme-léninisme s'est violemment imposé, en faisant croire que le Congo était voué à se transformer en une société communiste, sans classes, sans Etat et sans exploitation. Dans tout ça, comme l'a écrit Alexis Gabou dans son livre «*Chronologie politique congolaise*», le Parti congolais du travail exerce des compétences étatiques par certains de ses organes... Il importe de rappeler que les rivalités politiques qui opposent, pendant des décennies, les marxistes sur les bords du majestueux Fleuve Congo, selon qu'ils sont réformateurs ou conservateurs, ont de profondes répercussions dans la société. La raison fondamentale en

est l'impossibilité de s'appuyer sur des diagnostics pertinents et approfondis. Qu'il s'agisse de l'école, de la santé, de l'emploi des jeunes, l'Etat est aveugle. Les grandes réformes que le parti marxiste prétendait vouloir faire pour améliorer le quotidien des Congolais sont restées enlisées dans les errements de l'ignorance. C'est «*le peuple*», victime de ceux qui ont eu tort de traiter Marx en chien crevé, maintenu ensuite à distance du pouvoir par tous ceux qui vivent une telle fièvre du pouvoir pour le pouvoir, qui se distingue dans l'injustice due à l'oppression des plus forts. De ce qui vient d'être écrit, nous pouvons tirer un certain nombre d'observations propres à définir la genèse du mal congolais. Du point de vue idéologique, la révolution congolaise ne s'est pas appuyée sur des fondations sur lesquelles pouvaient s'ériger des apprentissages nouveaux, des connaissances nouvelles pour faire régner la justice. Quel lien les marxistes congolais font-ils entre la révolution de leur

temps et l'hypothèse communiste de Marx? Que signifie exactement, en termes concrets, le marxisme? A quoi tient-il au juste? Il faut gagner en lucidité sur soi, avoir compris les enjeux du 19^{ème} siècle et la place que Marx occupe. L'action s'invite ensuite. Et cela rejoint l'idée de Luc Ferry: Marx est certainement, avec Tocqueville, le plus grand penseur politique du 19^{ème} siècle... On peut, bien sûr, être en désaccord avec les conséquences politiques qu'il a prétendu tirer de son analyse de la société bourgeoise. Reste que son interprétation économique et sociale du capitalisme est encore, aujourd'hui, une des plus précieuses qui soit pour comprendre le monde dans lequel nous vivons. L'essentiel de ce que nous savons de Marx a été rapporté par des témoins de l'histoire comme Raymond Aron, Luc Ferry et tant d'autres. Le premier a donné à la Sorbonne d'abord, puis au Collège de France, un cours intitulé «*Le marxisme de Marx*». Le second considère que Marx continue d'avoir quelque



Karl Marx (1818-1883) est un historien, journaliste, philosophe, économiste, sociologue, et théoricien révolutionnaire socialiste et communiste allemand.

chose à dire sur le monde actuel. Mais, à bien des égards, Marx demeure un des plus grands interprètes des crises que traverse le libéralisme contemporain, pourvu du moins qu'on prenne la peine de lire et le comprendre en dehors des polémiques politiques qu'il peut toujours susciter. Une autre question centrale, qui jaillit de la philosophie de Marx, est celle de transformer le monde. Comment parvenir à l'accomplissement d'un tel programme de développement, national soit-il, si nous restons enfermés dans nos égoïsmes? Si nous sommes incapables d'œuvrer dans le sens de l'idéalisme de l'Etat réformiste par tous et pour tous, alors il se pose la question: comment peut-on faire en sorte que l'homme concret de la société civile participe directement à l'universalité de l'Etat? A l'instar de Hegel, c'est dans

et par cette critique que Marx aboutit au même thème fondamental de l'interprétation de l'histoire, à savoir que le fondement, c'est-à-dire le fait justificatif de l'ensemble social, relatif à l'économie et à l'amélioration de la condition humaine, c'est la société civile, le système de besoins et de la production, dont le pouvoir politique et l'Etat n'est que l'expression ou, comme il dira plus tard, la super structure. Exercer la conscience historique à la réalité est le vrai problème. Cette compréhension est indispensable, il n'y a qu'elle qui conduit à la conquête des douleurs et des peines, à la destruction du tribalisme, à l'acquisition de la gouvernance juste, à la réalisation d'une Nation prospère. Selon Marx et ce, malgré sa vision matérialiste du monde, l'existence humaine est précieuse et chaque homme, d'où qu'il vienne, est appelé à aspirer à l'émancipation,

au bien-être et au bonheur de l'humanité. Tel est ainsi le prolongement de son idée profonde et originale. En d'autres termes, lorsque la moisson est abondante, le peuple doit en être le bénéficiaire. Il faut que l'argent du pétrole profite à tous. Cette dimension est intéressante. D'où l'idée principale de Marx: le monde change sans arrêt et l'innovation est devenue notre lot quotidien. Il est ainsi possible d'humaniser la politique et de développer la démocratie. C'est pourquoi, au soir de sa vie, il laisse un message aux conservateurs, aux purs et durs, aux irréductibles: «*Si c'est ça le marxisme, je ne suis pas marxiste*». Marx s'adresse aux jusqu'aboutistes. Tout homme est digne, dans la mesure où il incarne le changement. On peut approfondir l'analyse de la passion sociale de Marx: il ne dit pas que l'homme ne possède aucune dimension invariante à travers l'histoire. Mais, construire un ordre politique, un ordre productif, institutionnel et social normé par l'égalité et par une vraie gouvernance, cela est absolument possible. C'est une utopie agissante et heureuse qui est à l'opposé de celle des idéologies mal intentionnées. Mais, quelle est la position des marxistes congolais? Lorsque le Président de la République proclame haut et fort que le ver est dans le fruit, c'est qu'on a laissé de côté les fondements de la République. On ne se met plus avec audace au service de l'Etat. C'est pourtant le point essentiel de la conscience même du politique. Alors, le Congolais se met à se demander toujours, quel est son horizon?

Joseph BADILA

Commentaire

L'ère du retour à la gestion axée sur les résultats?

Notre ministre des finances, Jean-Baptiste Ondaye, est un apôtre de la Gestion axée sur les résultats (Gar). Mais, sa religion de la Gar fait peu d'adeptes au Congo, quand bien même tout le monde reconnaît qu'elle est une voie obligée, si l'on veut accéder au paradis de la bonne gouvernance. Cette religion fait peur à beaucoup de gestionnaires publics, parce qu'avec elle, on ne pourra plus profiter des positions qu'on occupe dans la hiérarchie de l'Etat, en matière de gestion financière. A la tête du Ministère de l'économie et des finances, Jean-Baptiste Ondaye a fait de la Gar, la matrice des réformes que son département ministériel est appelé à opérer. Le temps du catéchisme a commencé avec les différents ateliers auxquels les gestionnaires de ce département ministériel sont soumis, pour devenir

de fervents adeptes de la G.a.r. Tout un défi, dans une société où la facilité est la culture la mieux partagée. On a beau parler de bonne gouvernance et de réformes, pas grand-chose ne change, dans un pays disposant d'importantes ressources comme le pétrole et le gaz, mais où les services publics ne sont pas de qualité, alors que la pauvreté affecte une bonne partie de la population. Si les Congolais ne profitent pas des richesses naturelles exploitées de leur pays, c'est à cause de la mauvaise gouvernance et tout le monde le sait. Le Président de la République lui-même a reconnu que le ver est dans le fruit. Depuis plus de quinze ans, il appelle à combattre la corruption et l'enrichissement illicite, il n'est pas suivi. Au fil des années, depuis le retour de la démocratie en 2002, la gouvernance publique s'est fort éloignée



Jean-Baptiste Ondaye, ministre de l'économie et des finances, piloter les réformes jusqu'au bout.

de la gestion axée sur les résultats, pour privilégier les critères de militantisme politique. C'est-à-dire, peu importe les résultats en matière de gestion publique, ce qui compte, c'est le soutien politique qu'on doit manifester au pouvoir. Les deux rapports de suivi des investissements publics, dans les secteurs de la santé et de l'éducation, concernant les

exercices budgétaires de 2014 à 2019, réalisés par cinq O.n.gs congolaises et remis la semaine dernière au Premier ministre est la preuve de ce que la gabegie affecte encore beaucoup la gestion financière du pays. Ainsi, des cadres sont maintenus des années durant à leurs postes de gestion publique, non pas parce que les résultats de leurs ges-

tions sont bons, mais parce qu'ils font preuve de militantisme politique et même de zèle. Si l'on était dans un contexte de gestion axée sur les résultats, on aurait déjà atteint, à la fin des années 2000, la stabilité en matière de distribution et d'eau et d'électricité, tout au moins dans les grandes villes. Les entreprises publiques qui ont le monopole de la distribution des deux denrées n'ont pas de feuilles de route leur assignant des obligations vis-à-vis des populations à desservir. A la fin de chaque année d'exercice, elles ne publient pas de bilan. Ce qui est la preuve d'une gestion peu efficace. Depuis qu'elles ont été privatisées et dotées de conseils d'administration, elles sont devenues encore plus muettes qu'avant, sous leurs nouveaux noms. Dans un tel contexte, si l'Etat n'investit pas, s'il n'y a pas le soutien des partenaires

financiers internationaux, le service de distribution d'eau et d'électricité dans nos villes ne va jamais s'améliorer. Face à ce décor, le gouvernement a opté pour les réformes, avec l'accompagnement du Fonds monétaire international (F.m.i.), à travers un programme soutenu par la Fec (Facilité élargie de crédits). Mais, réformer, c'est changer la façon de faire. Les cadres congolais sont-ils prêts à changer la façon de faire? On remarque souvent qu'en théorie, ils acceptent les réformes, mais en pratique, chacun s'arrange pour faire survivre les vieilles pratiques. Ainsi, on remarque que c'est la même triste réalité qui continue. On parle toujours de quelques investissements qui sont réalisés ici ou là. Mais, les problèmes de fond demeurent. Il faut changer de politique, pour changer de gouvernance, en exigeant les comptes et les résultats. Mais, est-ce possible de faire du neuf avec du vieux? C'est un grand défi.

Jean-Clotaire DIATOU

N.t.i.c (Technologies de l'information et de la communication)

Fabb, une application digitale pour l'achat des billets de voyage interurbain

Le ministre des postes, des télécommunications et de l'économie numérique, Léon Juste Ibombo a lancé, vendredi 23 juin 2023, à Brazzaville, l'application Fabb destinée à l'achat des billets de voyage interurbain en ligne. Celle-ci a été développée par Ellipse concept, une startup locale, spécialisée dans la prestation des services informatiques et technologiques, et dirigée par une jeune dame, Francia Atty-Bayéba. Cette jeune société entend rénover le secteur de la billetterie au Congo, en proposant des solutions digitales. C'était lors d'une cérémonie organisée à l'Hôtel Olympique palace, en présence de plusieurs invités.

L'application d'achat de billets de voyage en ligne, Fabb, est l'œuvre d'un jeune couple de passionnés des T.i.c (Technologies de l'information et de la communication), Francia Atty-Bayéba et Abdias Atty-Bayéba, également fondateurs de la société «Eclipse concept». Après une phase expérimentale prometteuse, le moment était venu de mettre à la disposition du public cet outil qui facilite d'achat des billets à distance

via un compte «mobile money». L'application mobile est dotée d'une interface Web qui permet aux sociétés de voyage interurbain, d'avoir un suivi de vente en temps réel, une traçabilité de paiement et une sécurisation de caisse. Dans son discours de lancement, le ministre Léon Juste Ibombo a indiqué que «le Projet Fabb de dématérialiser, aujourd'hui, l'achat des titres de transport et de promouvoir la culture numérique

dans notre pays, on le voit bien, prend sa source dans l'implémentation des piliers e-citoyen et e-business de la stratégie nationale de développement de l'économie numérique Congo digital vision 2025 du gouvernement de la République». «Avec ce projet, notre écosystème numérique vient, encore une fois de plus, de s'élargir», a-t-il déclaré. Le ministre de l'économie numérique appelle à bâtir ensemble un édifice numé-



Le ministre Léon-Juste Ibombo (à droite) et Mme Francia Atty-Bayéba

rique au Congo. «En ce qui concerne mon département ministériel, je ne ménagerai aucun effort pour accompagner tous les acteurs porteurs de projets innovants», a-t-il affirmé. «Comme vous

direction de cette la société possède des points de vente dans les villes de Brazzaville, Pointe-Noire, Ouessou, Dolisie et Oyo. Fabb a signé une multitude de partenariats avec des sociétés de voyage à travers le pays.

Des mesures ont été prises à pour que les transactions se fassent en toute sécurité. «Fabb est partenaire direct de M.t.n et Airtel Congo. Nos transactions seront sécurisées par ces operateurs de téléphonie mobile. La sécurité de Fabb, c'est exactement celui avec votre mobile money», a indiqué, Abdias Atty-Bayéba. Ce dernier a fait savoir qu'un réseau de distributeur a été mis en place pour permettre à ce que tous ceux qui n'ont pas de Smartphone puissent avoir accès à ce service. «Les points Mobile Money sont aussi des points agréés Fabb. Après paiement, vous recevrez une notification par s.m.s qui atteste



Photo de famille autour du ministre Ibombo.

le pouvez le constater, notre volonté d'effectuer l'indispensable transition numérique et la dématérialisation des procédures et services de nos administrations publiques restent au cœur de notre feuille de route sectorielle», a-t-il poursuivi.

L'application Fabb est accessible sur «Google playstore» et compte à ce jour plus de 400 téléchargements. La

l'achat de votre billet», a-t-il dit. Signalons que la société Ellipse concept a, également, mis sur le marché un second produit numérique dénommé «Pakket», spécialisé dans la gestion et le suivi des colis. Celle-ci entend réduire les charges d'exploitation de 3 à 5%.

Roland KOULOUNGOU

Emmanuel Ollita Ondongo, président de la Halc

«Notre institution accompagne le gouvernement, pour la crédibilité des examens d'Etat»

Le président de la Halc (Haute autorité de lutte contre la corruption) Emmanuel Ollita Ondongo, a fait partie de la délégation des responsables de la communauté éducative, pour accompagner le ministre de l'enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Jean-Luc Mouthou, dans sa tournée des centres d'examen, pendant le déroulement du Bac et du B.e.p.c (Brevet d'études du premier cycle). La Halc a, en effet, déployé des délégués à travers l'ensemble des centres d'examen dans le pays, pour prévenir les actes de fraude et de corruption. Dans l'interview qu'il nous a accordée, Emmanuel Ollita Ondongo explique le sens de cette action.

* Monsieur le président, comment expliquez-vous la collaboration de la Halc avec le gouvernement, pendant les examens d'Etat?

** L'implication, pour la première fois, de la Halc dans le bon déroulement des examens d'Etat, cette année, a constitué le creuset de l'éducation pour l'émergence du bon citoyen et l'éveil de l'esprit d'effort. Notre institution, qui lutte contre les phénomènes de fraude et de corruption, accompagne le gouvernement, pour la crédibilité des examens d'Etat et des diplômes délivrés. C'est à ce titre que nous avons envoyé des délégués dans les centres d'examen, pour sensibiliser tout le monde. Ils ont déployé des banderoles portant le message sur le thème: «Zéro faute pour zéro fraude aux examens d'Etat: bannissons la corruption au Congo».

Ce mécanisme a permis une sensibilisation à la lutte contre la corruption et la fraude dans toutes les sphères de l'éducation, pour s'écarter de la paresse. La Haute autorité



Emmanuel Ollita Ondongo à la fin de la ronde des centres d'examen.

de lutte contre la corruption a couvert ces examens d'Etat, pour veiller et apporter sa contribution à la réussite sans faille de ceux-ci.

* Monsieur le président, en vous impliquant sur le terrain, dans l'organisation des examens d'Etat, est-ce que c'est une manière pour vous d'apporter des changements concernant le bon déroulement de ces examens d'Etat?

** Les ministres ont souhaité que la Haute autorité de lutte

contre la corruption s'implique dans cette situation. Les membres du gouvernement m'ont fait savoir que le Président de la République a pensé que cette année, les choses doivent changer, pour aller de l'avant, pour ne plus faire comme les années dernières.

C'est une grande première, parce que c'est l'une des rares fois que la Haute autorité de lutte contre la corruption soit intéressée à cette épreuve qui n'est pas aussi facile. C'est une prise de

conscience de la République, des dirigeants qui ont pensé que la Haute autorité de lutte contre la corruption doit travailler, pour essayer d'enrayer cette corruption et cette fraude qui deviennent des microbes dans nos veines. Nous sommes obligés d'aller sur le terrain. Les textes qui nous régissent nous le recommandent. Nous voulons avoir des produits crédibles au niveau des examens d'Etat. Nous tenons à les rendre propres. C'est important pour la Nation.

* Après cette ronde sur le terrain, quelle a été votre appréciation?

** On est satisfait. On a palpé l'atmosphère dans les salles de classe et au niveau des enseignants et des dirigeants des ministères en charge des enseignements. Nous avons dit aux candidats d'oublier leurs pratiques appelées «bébés noirs, bébés lili». Que les enfants sachent qu'ils ne doivent pas seulement travailler pour eux-mêmes, mais, c'est surtout pour la Nation. Il faut rendre crédible la Nation. Il est arrivé un moment où nos étudiants ont été refoulés dans des universités étrangères, par manque de niveau. Les médias doivent aussi poursuivre ce combat.

Propos recueillis par
Martin
BALOUATA-MALEKA

(Suite de la page 4)

leurs pays d'origine subsaharienne, ont atteint 46 milliards de dollars américains en 2018. Ces montants n'ont cessé d'accroître de façon exponentielle. On note en tête le Nigéria, suivi du Ghana, du Kenya, du Sénégal, du Zimbabwe, du Burkina Faso, de la Gambie, de Lesotho, le Cap-Vert et bien d'autres», a-t-il poursuivi.

Pour sa part, Mme Agnès Onounou a dégagé l'intérêt de cet organe fédérateur. «C'est un outil de travail que nous avons mis en place pour pouvoir rassembler nos projets à caractère économique, social et culturel en direction du pays où en direction de notre pays d'accueil», a-t-elle déclaré. A cette rencontre, les participants se sont partagés des expériences. Céphas Germain Ewangui s'est dit satisfait de voir ses compatriotes relever le défi de mettre en place une structure fédératrice. «Nous pouvons nous permettre de croire que le Haut conseil

représentatif des Congolais de l'étranger saura se mettre à la hauteur des enjeux et de donner, dans la dynamique du processus de développement de notre pays, une âme à notre diaspora. Les diasporas considérées par certains comme un désastre pour l'Afrique, se révèlent, à la lumière des indications suscitées, être un puissant vecteur de développement pour le continent», a-t-il dit.

Pour lui, les regards sont désormais tournés vers le Haut conseil représentatif des Congolais de l'étranger, dont la contribution à l'œuvre de construction et de développement de notre pays, le Congo, est attendue. Puisse, les uns et les autres, apporter à cette nouvelle et stratégique structure, toutes les formes d'appui et d'assistance pour les rendre pleinement opérationnelle, a-t-il souhaité.

Martin
BALOUATA-MALEKA

Musique

Roga-Roga, un concert inédit au Stade Alphonse Massamba-Débat

L'artiste musicien congolais Roga-Roga, patron de l'Orchestre Extra-musica Zangul, a relevé le défi de faire le plein, lors de son concert livré samedi 24 juin 2023, dans l'après-midi, au Stade Alphonse Massamba-Débat, avec des mélomanes venus de tous les arrondissements de Brazzaville et même au-delà. Un défi qu'il a relevé à la demande de ses fans, après le concert de l'artiste kinois Fally Ipupa dans ce même stade, en mai dernier. Malheureusement, l'événement a été entaché par la mort d'un mélomane, tandis que deux autres ont été blessés.

Le concert de Roga-Roga au Stade Alphonse Massamba-Débat a fait le plein. Des dispositions sécuritaires étaient prises, pour que l'événement se déroule sans anicroche. Malheureusement, on a enregistré un mort, un jeune qui marchait sur le sommet des gradins, qui a chuté et qui est mort sur le champ. Son corps a été transporté à la morgue par les sapeurs-pompiers qui ont réalisé un grand travail de secourisme. L'événement musical a aussi enregistré deux blessés. Un a été blessé par un kuluna à l'aide d'une lame rasoir. Un autre a reçu une bouteille lancée par un inconnu. On peut aussi signaler l'étonnant événement qui s'est produit au cours de ce concert: la réconcilia-



Roga-Roga pendant le concert.



Roga-Roga sur scène au Stade Massamba-Débat.



Le public a fait le plein du stade.

tion entre les groupes de bandits bébés noirs, à savoir les «Américains» et les «Arabes», sous la houlette des autorités nationales, notamment deux membres du gouvernement et un ancien ministre de la sécurité. Ce qui laisse sous-entendre que les groupes bébés noirs sont bien connus de nos autorités.

En levée de rideau, les mélomanes ont suivi la prestation remarquable des jeunes stars locales qui ont présenté divers styles musicaux. Ce qui témoigne de la relève bien assurée dans le domaine de la musique congolaise. La montée sur scène de Roga-Roga a mis le public en délire. La grande star vient de franchir un cap important dans sa carrière, en ayant réussi son baptême de feu au Stade Alphonse Massamba-Débat. Les musiciens de l'Orchestre Extra-musica ont présenté des chefs-d'œuvre de leur répertoire musical. Des percussionnistes, des danseurs et danseuses, des claviéristes et des jeunes talents de la musique congolaise ont également charmé le public.

Comme quoi, ce concert de Roga-Roga a été vivement soutenu par les mélomanes congolais et par le gouvernement à travers le Ministère en charge de la culture, et ses collègues artistes musiciens. Les fans de l'artiste ont montré à la face du monde que leur idole n'est pas née de la dernière pluie. Le défi a été relevé de la superbe manière. Les mélomanes ont honoré leur engagement en remplissant le stade. C'était un événement inédit pour l'Orchestre Extra-musica, depuis sa création en 1993. L'artiste musicien a écrit une page admirable de l'histoire de la musique congolaise, quand on sait que dans la rivalité qui oppose les artistes musiciens des deux rives du Fleuve Congo, Kinshasa et Brazzaville, les stades sont devenus l'unité de mesure de la popularité.

Roland KOULOUNGOU

Académie française

Un écrivain congolais parmi les Grand-Prix de la cuvée 2023 : Emmanuel Dongala



Emmanuel Dongala.

L'Académie française a publié, jeudi 22 juin 2023, son palmarès 2023 qui comprend 25 Grand-Prix, 6 Prix de poésie et 1 Prix de littérature et de philosophie. Un écrivain congolais, Emmanuel Dongala, figure dans ce palmarès dont le Grand-Prix de littérature a été attribué à l'écrivain français, Daniel Pennac, pour l'ensemble de son œuvre, dont la fameuse saga des Malaussène.

Emmanuel Dongala a, quant à lui, décroché le Grand-Prix Hervé Deluen, qui récompense «toute personne ou toute institution qui contribue efficacement à la défense et à la promotion du français comme langue internationale». Créé en 2007, d'abord comme Prix Hervé Deluen, devenu à partir de 2015, Grand-Prix, ce prix est doté d'une enveloppe de 25 mille euros.

lettre de Yakamambu

Mon très cher ami Mbulunkwé, mboté!

A en croire nos amis communs, Itoua, Mboungou, Tati et Yakamambu, dans nos cités et nos villages, il y aurait des gens, de surcroît des hommes politiques, qui seraient primesautiers ou n'auraient confiance qu'en leur propre initiative. Toutes les propositions de leurs contemporains sont systématiquement repoussées, parce qu'ils s'estiment parvenus à un niveau supérieur de perception. Ils oublient que l'être humain est inséparable du groupe social auquel il appartient et dans lequel il vit. Car, l'individualisme vide le citoyen de toute substance en le vidant de civisme; il tarit chez lui, la source des vertus publiques et en fait un sujet. Quand les hommes isolés, sans action les uns sur les autres, ne sont contenus que par le pouvoir, ce dernier venant à manquer, chacun tire à hue et à dia de son côté au lieu de s'unir à ses semblables. Il en va de même, lorsque le pouvoir n'exprime plus le désir profond des gens et lorsque ses détenteurs ne raisonnent qu'en termes de puissance. Aussi, la clairvoyance des uns est-elle indissociable de celle des autres. Car, comme l'affirmait Confucius, «tout chef, au moment de la préparation de ses décisions, commence par se poser la question de savoir si ses plans vont permettre de concilier, au sein du groupe humain qu'il dirige, la solidarité avec la responsabilité de chacun et la sécurité avec la liberté. S'il n'en est pas ainsi, il ne devrait pas s'étonner de voir parfois ses propos s'estomper et se perdre dans les brumes de la nuit. Ainsi, leurs mots passent alors tel un vent léger soufflant sur une herbe souple qui se couche à peine pour aussitôt se dresser comme si rien n'avait été, comme si rien n'avait existé. Lorsque la motivation essentielle des actes est la recherche d'un plaisir personnel, alors que l'on prétend s'occuper des autres pour leur plus grand bonheur, tout en ne leur ayant jamais ou mal demandé leur avis, tellement on est assuré de détenir la vérité, alors se creuse le fossé de l'incompréhension. Il n'a d'égal que celui des certitudes forgées dans l'ignorance de ce que pensent les autres. Les discours, dès lors, sont vains et l'on peut toujours chercher les mots; ils ne sont jamais que le support éphémère de la pensée. Or, celle-ci ne vaut que si elle est créative. On ne parle bien que si l'on a quelque chose à dire, fondé sur une grande connaissance de ce dont on parle». Enfin, un «petit chef» est quelqu'un qui garde pour lui l'information, refuse de la transmettre, croyant, par-là, asseoir son pouvoir. Comprenne qui pourra. Au revoir et à bientôt!

Diag-Lemba.

Séance de questions d'actualité au gouvernement, à l'Assemblée nationale

Pour le ministre Hugues Ngouélondélé, le sport doit être une affaire nationale

Après les mauvais résultats répétés de l'équipe nationale, les Diables-Rouges, le ministre en charge des sports, Hugues Ngouélondélé, a été interpellé par l'assemblée nationale, jeudi 22 juin 2023, au cours d'une séance dirigée par Isidore Mvouba, président de l'assemblée nationale. A cette séance de questions d'actualité au gouvernement, le ministre des sports a éclairé la lanterne des élus du peuple sur les raisons qui expliquent les contre-performances de la sélection nationale. «Nous devons faire du problème du sport, plus particulièrement du football, une affaire nationale», a plaidé Hugues Ngouélondélé.

Aux questions des députés, le ministre des sports a expliqué le champ de compétence du gouvernement et celui de la fédération. Malheureusement, quand ça va mal, tout le monde s'acharne sur le ministre des sports. Pour lui, il faut que l'Etat mette des moyens dans la création des centres de formation des joueurs et dans l'organisation des championnats nationaux, pour relever le sport congolais.

«Le Ministère en charge des sports a engagé des réformes importantes, à travers la loi portant code des sports. La dite-loi, que j'ai eu l'honneur de présenter à cette auguste assemblée, prévoit un certain nombre de dispositions qui contribueraient à rehausser le niveau de notre sport, toutes disciplines confondues. La création des fédérations sportives, scolaires et universitaires, la quête des lettres de noblesse de notre sport nous conduisent à accorder une place fondamentale à la formation. Il est établi que les pays qui ont accordé une place importante à la formation des athlètes, ont été récompensés au cours des compétitions. Je peux citer l'exemple de notre pays, en 2005, la création du centre de formation du football et l'intermènt des Diables-Rouges nous ont permis de remporter la Can junior 2007. Notre équipe nationale de football U17 est parvenue au quart de finale de la Coupe d'Afrique



Isidore Mvouba, président de l'Assemblée nationale (Ph d'archives)



Hugues Ngouélondélé (Ph d'archives).

2023 en Algérie, grâce à un encadrement sportif rigoureux. Obtenir de tels résultats nécessite de s'investir dans la durée. Pour améliorer nos capacités de formation et de détection des jeunes talents, nous envisageons la création à Pointe-Noire d'un centre départemental de formation de football. Il est essentiel de rappeler que la détection est une mission dévolue aux fédérations sportives nationales. Les fédérations sportives nationales sont char-

gées notamment d'assurer la détection, la formation et le perfectionnement de leurs cadres techniques et des sportifs...», a-t-il déclaré. Le ministre des sports a aussi expliqué la question des primes: «Les joueurs convoqués en sélection nationale perçoivent la prime de match gagné, prime de match nul et la prime de qualification». Concernant «les relations entre le Ministère dont j'ai la charge et la Fédération congolaise de football», elles

«sont très complexes, pas difficiles, mais complexes», a-t-il indiqué. «La République du Congo à travers le Ministère dont j'ai la charge donne délégation à la fédération de s'occuper de la gestion du football congolais. J'entends par là, lorsque les Diables-Rouges doivent aller jouer, ici à Brazzaville ou ailleurs, la fédération envoie des informations au ministre que je suis... L'Etat congolais met les billets à la disposition des joueurs convoqués. Les joueurs arrivent, s'entraînent sous le regard de la fédération. Nous contrôlons bien sûr. Mais, c'est la fédération qui s'en occupe. Le ministre ne s'ingère pas du classement. C'est même interdit par la Fifa (Fédération internationale de football association). Ils appellent ça ingérence. Donc, on observe. Malheureusement, quand la situation se passe mal, évidemment, comme on dit, dans la forêt quand les singes font les grimaces là-haut, ça tombe sur le dos de l'éléphant. Ah, c'est le ministre; c'est le ministre qui n'a pas fait ceci ou cela...», a-t-il poursuivi. Face à cette situation, le ministre Ngouélondélé suggère que tout le monde s'engage, car le sport exige beaucoup de moyens financiers qu'il n'a pas. «Nous devons faire du problème du sport, plus particulièrement du football, une affaire nationale, parce que c'est une fierté nationale. Quand nous gagnons, la fierté, elle est nationale... Pour réussir l'organisation à ce qu'un pays soit au podium, il faut mettre les moyens... Jusqu'à présent, nous n'avons de centre formation», a-t-il dit. Ce qui signifie: le budget du sport est-il suffisant? Est-il entièrement mobilisable?

Luzé Ernest BAKALA

lais n'ont pas de chance. A moins que la loi du sport fasse des miracles en leur faveur. Pour ceux qui pensent que le football congolais est au creux de la vague, les exemples s'enchaînent. Can U-23: les



Les Diables-Rouges U23: le football congolais est au creux de la vague.

quel score, mais nous serons battus. Une défaite prévisible, synonyme de l'échec de notre qualification au Jeux olympiques de Paris 2024. En tout cas, sur le papier, les Congo-

Congolais sont sur le chemin du retour à la maison avec, au classement, un gros et affligeant liboungoutoulou!

L.E BAKALA

Fécohand (Fédération congolaise de handball)

Younès Tatby et la fédération mettent les bouchés doubles

Qui veut aller loin, ménage sa monture, dit le proverbe. La Fécohand (Fédération congolaise de handball), consciente des échéances qui pointent à l'horizon, à savoir la Coupe du monde en septembre prochain et les qualificatifs aux Jeux olympiques de Paris 2024, a décidé de prendre les dispositions nécessaires, pour préparer les athlètes à ces rendez-vous importants. Mais, comme dans ce domaine, rien ne peut se faire sans le nerf de la guerre, la Fécohand a tâté ses propres poches, pour financer le deuxième stage des Diables-Rouges dames qualifiées à la Coupe du monde 2023. Ce stage s'est tenu du 20 au 27 juin 2023, au Gymnase Nicole Oba, à Talangaï, le 6ème arrondissement de Brazzaville.



Les Diables-Rouges suivant les conseils du sélectionneur



Phase de jeu d'une des séances d'entraînement.

Le stage des Diables-Rouges handball a réuni 19 joueuses dont 13 de la diaspora et 6 locales. Dans ce groupe, plusieurs joueuses ont été appelées pour la première fois en sélection nationale. Pendant sept jours, elles ont effectué deux séances d'entraînement par jour, pour approfondir le système de jeu. Pour Younès Tatby, le sélectionneur national, même s'il reconnaît que le stage s'est bien déroulé, beaucoup reste à faire. «Ce stage a été très bénéfique. Il y a eu beaucoup d'harmonie et d'homogénéité du groupe, car on a beaucoup de joueuses qui viennent d'intégrer le groupe. Nous sommes satisfaits et nous attendons la partie administrative et tout ce qui est motivationnel. Mais, en un mot, je suis satisfait de ce stage. Notre point fort est que nous nous sommes adaptés à nos moyens. La difficulté était que ce n'est pas une période où les clubs libèrent leurs joueuses (date l.h.f). Alors, toutes les professionnelles n'étaient pas là. Mais, on a fait beaucoup d'efforts, pour trouver quelques professionnelles qui étaient disponibles. Nous avons travaillé avec elles et après les autres joueuses viendront au prochain stage. C'est ainsi qu'on s'adapte. On ne pleure pas beaucoup, parce que le projet est déjà fait, le planning y compris. Mais, on s'adapte, c'est ce qui est important», a-t-il indiqué l'entraîneur, avant de donner ses objectifs.

«Nous avons deux grandes échéances devant nous: la Coupe du monde et la qualification aux Jeux olympiques de Paris. Le Congo était absent, pendant des années sur la scène internationale. Maintenant, c'est pour la deuxième fois qu'on est qualifié de suite, au championnat du monde. En plus, on va jouer, en Angola, la qualification des J.o de Paris. Ce sont les deux échéances capitales que nous allons affronter.

Mais, comme je l'ai dit: nous sommes clairs dans nos objectifs. Il s'agit principalement, de jouer la finale de la Can 2024. Après, tout ce qui va venir, ce sont des expériences. Si on peut récolter de bons résultats, on va hisser le drapeau congolais très haut», a-t-il souligné. Younès Tatby a, en plus, demandé aux joueuses de s'accrocher au travail, comme elles l'ont fait depuis qu'il est arrivé à la tête de la sélection nationale il y a trois ans. En plus de la qualification aux Jeux olympiques, le coach des Diables-Rouges handball dames vise la finale de la Can 2024 qui va se jouer à Madagascar. Un objectif tout à fait abordable pour le Congo, pourvu d'y mettre les moyens nécessaires.

Luzé Ernest BAKALA

Can U-23

Les Diables-Rouges laminés par les Syli Espoir de Guinée Conakry

En deux matches, les Diables-Rouges, la sélection nationale, n'ont récolté aucun point. Leur tableau affiche un gros et affligeant liboungoutoulou (zéro point). Le dimanche 25 juin, le Congo s'est incliné devant le Ghana (2-3). Mardi 27 juin, les Congolais ont été laminés par les Syli Espoir de la Guinée Conakry (1-3), au Stade Prince Moulay Abdellah de Rabat. Ils ont encaissé le premier but dès la dixième minute. Ils se sont battus pour revenir au score (1-1), à la 40^{ème} minute.

Mais, en deuxième période, les Diables-Rouges étaient méconnaissables. Les Guinéens ont réussi à imposer leur domination dans le jeu et la récompense est arrivée à la 54^{ème} minute (1-2). Comme un malheur ne vient jamais seul, les Congolais ont enregistré un pénalty à la 76^{ème} minute que les Guinéens ont manqué. Mais, à la 84^{ème} minutes, c'était l'explosion de joie pour eux:

1-3. Quand on n'a pas réussi devant le Ghana et la Guinée, faut-il se faire des illusions en pensant que les Congolais vont relever la tête devant les Marocains qui, en plus, jouent à domicile? Les Lions de l'Atlas ont infligé un sévère 5-1 au Black stars du Ghana qui nous ont battus. Dès vendredi 30 juin, le Congo joue contre le Maroc. On ne sait pas par